RCS : CRETEIL
Code greffe : 9401

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CRETEIL atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2019 B 02839
Numéro SIREN : 850 251 331
Nom ou dénomination : VARIN

Ce dépôt a été enregistré le 25/07/2022 sous le numéro de dépôt 16552

Sommaire

DESIGNATION	PAGES
Documents de synthèse	
Bilan	3
Compte de résultat	5
Annexe	
Principes, règles et méthodes comptables	8
Notes sur l'actif	8
Immobilisations	8
Créances	10
Notes sur le passif	10
Dettes	10
Notes sur le compte de résultat	11
Produits exceptionnels	11
Autres informations	11

Documents de synthèse

BILAN ACTIF

			Exercice N, clos le :		31/12/2021	31/12/2020
			Brut 1	Amortissements dépréciations 2	Net 3	Net 4
Capital souscrit non appelé (I)						
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement	2 736	1 482	1 254	1 801
		Frais de développement				
		Concessions, brevets et droits similaires				
		Fonds commercial (1)				
		Autres immobilisations incorporelles				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains				
		Constructions				
		Installations techniques, matériel et outillage industriels				
		Autres immobilisations corporelles				
		Immobilisations en-cours				
		Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Participations (méthode de mise en équival.)				
		Autres participations	716 201		716 201	716 201
		Créances rattachées à des participations				
		T.I.A.P				
		Autres titres immobilisés				
		Prêts				
		Autres immobilisations financières				
		Total (II)	**718 937**	**1 482**	**717 455**	**718 003**
ACTIF CIRCULANT	STOCKS	Matières premières, approvisionnements				
		En-cours de production de biens				
		En-cours de production de services				
		Produits intermédiaires et finis				
		Marchandises				
		Avances et acomptes versés				
	CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3)				
		Autres créances (3)				
		Capital souscrit et appelé, non versé				
	DIVERS	V.M.P (dont actions propres :)				
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	2 392		2 392	965
COMPTES DE RÉGULARISATION		Charges constatées d'avance (3)				
		Total (III)	**2 392**		**2 392**	**965**
		Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
		Primes de remboursement d'obligations (V)				
		Ecarts de conversion actif (VI)				
		TOTAL GENERAL (I à VI)	**721 329**	**1 482**	**719 847**	**718 967**

Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) part-d'1 an Immo. fin. nettes		(3) Part à + 1 an	
Clause de réserve de propriété	Immobilisations :	Stocks :		Créances :	

BILAN PASSIF

			31/12/2021	31/12/2020
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1) (Dont versé :	1 000)	1 000	1 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			
	Ecarts de réévaluation (2) (dont écart d'équivalence :	)		
	Réserve légale (3)		100	35
	Réserves statutaires ou contractuelles			
	Réserves réglementées (3) (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours	)		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants	)	30 535	
	Report à nouveau			655
	RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		-21 079	29 945
	Subventions d'investissement			
	Provisions réglementées		5 526	3 485
		Total (I)	**16 082**	**35 120**
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs			
	Avances conditionnées			
		Total (II)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques			
	Provisions pour charges			
		Total (III)		
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles			
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)		473 084	563 107
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs	)	226 974	114 189
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		3 707	4 620
	Dettes fiscales et sociales			1 931
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Autres dettes			
	Instruments de trésorerie			
Comptes régul.	Produits constatés d'avance (4)			
		Total (IV)	**703 765**	**683 847**
Ecarts de conversion passif		(V)		
		TOTAL GENERAL (I à V)	**719 847**	**718 967**

Renvois	(1) Ecart de réévaluation incorporé au capital			
	(2) Dont	Réserve spéciale de réévaluation (1959)		
		Ecart de réévaluation libre		
		Réserve de réévaluation (1976)		
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme			
	(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		321 200	210 763
	(5) Dont concours bancaires courants, soldes créditeurs de banques et CCP			

COMPTE DE RESULTAT

				31/12/2021	31/12/2020
	Nombre de mois de la période			12	12
PRODUITS D'EXPLOITATION		**1 - France**	**2 - Exportation**	**Total**	**Total**
	Ventes de marchandises				
	Production vendue – biens				
	Production vendue – services	12 000		12 000	24 000
	CHIFFRE D'AFFAIRES NET (14)	12 000		12 000	24 000
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation				
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges (9)				
	Autres produits (1) (11)				
	Total des produits d'exploitation (2) (I)			**12 000**	**24 000**
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
	Variation de stock (marchandises)				
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y c. droits de douane)				
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)			6 395	5 960
	Impôts, taxes et versements assimilés			344	
	Salaires et traitements				
	Charges sociales (10)				
	Dotations aux amortissements sur immobilisations			547	547
	Dotations aux dépréciations sur immobilisations				
	Dotations aux dépréciations sur actif circulant				
	Dotations aux provisions				
	Autres charges (12)				
	Total des charges d'exploitation (4) (II)			**7 287**	**6 507**
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)				**4 713**	**17 493**
OPERATIONS EN COMMUN	Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
	Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)				20 000
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)				
	Autres intérêts et produits assimilés (5)				
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
	Différences positives de change				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total des produits financiers (V)				**20 000**
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
	Intérêts et charges assimilées (6)			3 752	3 576
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total des charges financières (VI)			**3 752**	**3 576**
2 - RESULTAT FINANCIER (V - VI)				**-3 752**	**16 424**
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)				**962**	**33 916**

COMPTE DE RESULTAT

		31/12/2021	31/12/2020
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels (VII)		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	20 000	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	2 040	2 040
	Total des charges exceptionnelles (VIII)	**22 040**	**2 040**
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		**-22 040**	**-2 040**
	Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
	Impôts sur les bénéfices (X)		1 931
	TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)	**12 000**	**44 000**
	TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)	**33 079**	**14 055**
5 - BENEFICE OU PERTE (total des produits - total des charges) (15)		**-21 079**	**29 945**

Renvois					
	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme			
	(2)	Dont	- Produits de locations immobilières		
			- Produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs		
	(3)	Dont	- Crédit-bail mobilier		
			- Crédit-bail immobilier		
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs			
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées			
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées			
	(6 bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)			
	(9)	Dont transferts de charges			
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)			
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)			
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)			
	(13)	Dont primes et cotisations complém. personnelles : facultatives	obligatoires		
	(14)	Chiffre d'affaires en Euros et centimes		12 000,00	24 000,00
	(15)	Résultat en Euros et centimes		-21 078,75	29 944,76

Annexe

Principes, règles et méthodes comptables

Généralités sur les règles comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général (Règlement ANC 2018-07).

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l 'entité a choisi la méthode prospective.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle,
- comparabilité et continuité de l'exploitation,
- régularité et sincérité,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Immobilisations

Immobilisations corporelles et incorporelles :

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les immobilisations hors d'usage et obsolètes ont été sortis de l'actif.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Figurent dans les immobilisations financières les dépôts et cautionnements et notamment les loyers de garantie.

Mouvements des immobilisations brutes

Désignation	Valeurs brutes début exercice	Mouvements de l'exercice		Valeurs brutes fin exercice
		Acquisitions	Cessions Virements	
Immobilisations incorporelles				
- Fonds Commercial				
- Autres immobilisations incorporelles	2 736			2 736
Total	**2 736**			**2 736**
Immobilisations corporelles				
- Terrains				
- Constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Autres instal, agencements, aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Autres immobilisations corporelles				
Total				
Immobilisations financières				
Immobilisations financières	716 201			716 201
Total	**716 201**			**716 201**
Total général	**718 937**			**718 937**

Mouvements des amortissements

Immobilisations amortissables	Amortissements début exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements fin exercice
		Dotations	Diminutions	
Immobilisations incorporelles				
- Immobilisations incorporelles	935	547		1 482
Total	**935**	**547**		**1 482**
Immobilisations corporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Autres instal, agencements, aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Autres immobilisations corporelles				
Total				
Total général	**935**	**547**		**1 482**

Mouvements des immobilisations incorporelles

Désignation	Immobilisations brutes	Amortissements	Immobilisations nettes
Au début de l'exercice	+ 2 736	+ 935	+ 1 801
Réévaluation de l'exercice	+		+
Investissements de l'exercice	+		+
Dotation de l'exercice		+ 547	- 547
Cessions ou mises hors service	-	-	-
Valeur en fin d'exercice	**= 2 736**	**= 1 482**	**= 1 254**

Mouvements des immobilisations financières

Désignation		Montant
Valeur au début de l'exercice	+	716 201
Acquisitions	+	
Augmentations résultant d'une mise en équivalence	+	
Cessions, mises hors service, ou diminutions résultant d'une mise en équivalence	-	
Valeur en fin d'exercice	=	**716 201**

Echéances des immobilisations financières

Désignation	Montant
Total des immobilisations financières	716 201
. à moins d'un an	716 201
. à plus d'un an	

Créances

Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Dettes

Mouvements des emprunts de l'exercice

Désignation	Au début de l'exercice	Souscrits dans l'exercice	Remboursés dans l'exercice	A la fin de l'exercice
Emprunts auprès des établissements de crédit	563 107		90 023	473 084
Emprunts divers				
Total	**563 107**		**90 023**	**473 084**

Echéances des emprunts

Désignation	Reste dû	A un an au plus	A plus d'un an à 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Etablissements de crédit	**473 084**	**90 519**	**367 094**	**15 471**
. à 1 an maximum à l'origine				
. à plus d'1 an à l'origine	473 084	90 519	367 094	15 471
Emprunts et dettes financières divers				
Total	**473 084**	**90 519**	**367 094**	**15 471**

Produits exceptionnels

Les produits exceptionnels tiennent compte non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel en égard à leurs montants.

Autres informations

Détail des filiales et participations

Filiales et participations	Capital	Réserves Report à nouveau	Quote-part de capital détenue	Valeurs des titres détenus		Prêts et avances consentis	Cautions et avals donnés	CA HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividende encaissé
				Brutes	Nettes					
Filiales détenues à plus de 50%										
ABC IMMOBILIER N°SIREN: 345398721	1 000	16 756	100,00	706 000						
Total	**1 000**	**16 756**		**706 000**						

Echéance des dettes

Etat des dettes		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an max. à l'origine				
	à plus d'1 an à l'origine	473 084	90 519	367 094	15 471
Emprunts et dettes financières divers (1) & (2)					
Fournisseurs et comptes rattachés		3 707	3 707		
Personnel et comptes rattachés					
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur la valeur ajoutée					
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et assimilés					
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés (2)		226 974	226 974		
Autres dettes					
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie					
Produits constatés d'avance					
Total		**703 765**	**321 200**	**367 094**	**15 471**

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice		(2) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés physiques	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	90 023		

Provisions et dépréciations

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'ex.	Diminutions : Reprises de l'ex.	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Amortissements dérogatoires	3 485	2 040		5 526
	Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges					
Dépréciations	Sur immobilisations				
	Sur stocks et en cours				
	Sur clients et comptes rattachés				
	Autres dépréciations				
Total		**3 485**	**2 040**		**5 526**

VARIN
Société par actions simplifiée
au capital de 1 000 euros
Siège social : 6 RUE PAUL RAMIER, 94210 SAINT-MAUR-DES-FOSSES
850 251 331 RCS CRETEIL

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 24 JUIN 2022

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'élevant à -21 079 euros de la manière suivante :

Perte de l'exercice :	-21 079 euros
Solde	-21 079 euros
Prélèvement sur les réserves :	
- sur le compte "autres réserves"	21 079 euros
Le compte « autres réserves » s'élève désormais à	9 456 euros

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 24 JUIN 2022

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

Certifié conforme
Le Président
Bertrand SCHMITT

RAPPORT
Du
Commissaire aux Comptes
sur les comptes de l'exercice

Du 1er janvier 2021 au 31 Décembre 2021

VARIN S.A.S.

6 rue Paul Ramier

94210 SAINT MAUR DES FOSSES

RCS 850251331 CRETEIL

SK AUDIT S.A.S

Patrick BILSKI

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

12 Cité Falguière
75015 PARIS
Tél. : 01 53 63 86 00 **Mail** : patrick.bilski@sk-audit.fr

A l'assemblée générale de la société VARIN,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société VARIN relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Le paragraphe « divers » de l'annexe précise le point suivant : « Au vue des difficultés financières constatées dans la société ABC Immobilier au 31/12/2021, la présidente Varin a décidé de consentir un abandon de compte courant avec clause de retour à meilleur fortune pour un montant de 20 000€. Le retour à meilleure fortune est défini ainsi : Dans la limite du résultat de l'exercice et à la condition que la situation nette reste supérieure au montant du capital. »

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associée unique.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprises relative aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Présidente.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris
Le 8 juin 2022



Patrick Bilski

Commissaire aux comptes